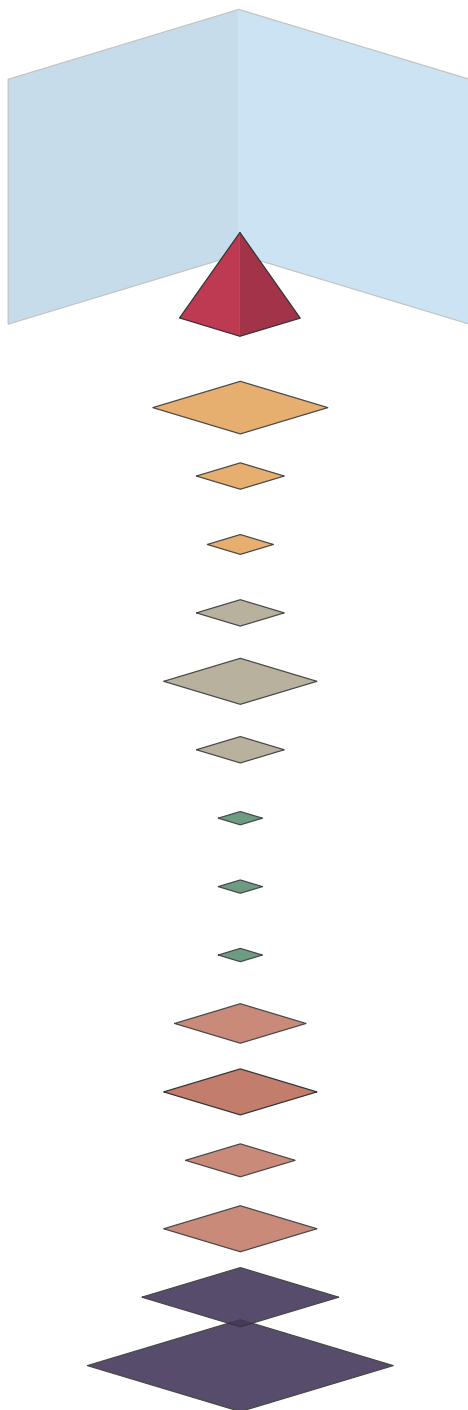


LUXEMBOURG



2.75

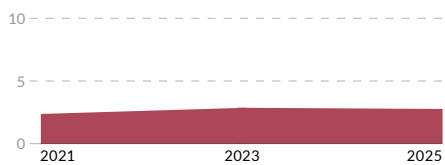
↘0.10

SCORE DE CRIMINALITÉ

180^e sur 193 pays -

41^e sur 44 pays européens ↗1

9^e sur 11 pays d'Europe de l'Ouest ↗1



MARCHÉS CRIMINELS

2.80 ↘0.10

TRAITE DES PERSONNES	4.00 ↗0.50
TRAFIC D' ÊTRES HUMAINS	2.00 0.00
RACKET D' EXTORSION ET CHANTAGE À LA PROTECTION	1.50 ↘0.50
TRAFIC D' ARMES	2.00 0.00
COMMERCE DE PRODUITS DE CONTREFAÇON	3.50 0.00
COMMERCE ILLICITE DE BIENS DE CONSOMMATION SOUMIS À ACCISE	1.00 ↘0.50
CRIMINALITÉ LIÉE À LA FLORE	1.00 ↘0.50
CRIMINALITÉ LIÉE À LA FAUNE	1.00 ↘0.50
CRIMINALITÉ LIÉE AUX RESSOURCES NON RENOUVELABLES	3.00 0.00
COMMERCE D' HÉROÏNE	3.50 0.00
COMMERCE DE COCAÏNE	2.50 0.00
COMMERCE DE CANNABIS	3.50 0.00
COMMERCE DE DROGUES DE SYNTHÈSE	4.50 0.00
CRIMINALITÉ CYBERDÉPENDANTE	7.00 ↗0.50
CRIMINALITÉ FINANCIÈRE	



ACTEURS DE LA CRIMINALITÉ

2.70 ↘0.10

GROUPES DE TYPE MAFIEUX	1.00 0.00
RÉSEAUX CRIMINELS	2.00 0.00
ACTEURS INTÉGRÉS À L' ÉTAT	1.00 ↗1.00
ACTEURS ÉTRANGERS	5.50 ↗0.50
ACTEURS DU SECTEUR PRIVÉ	4.00 0.00



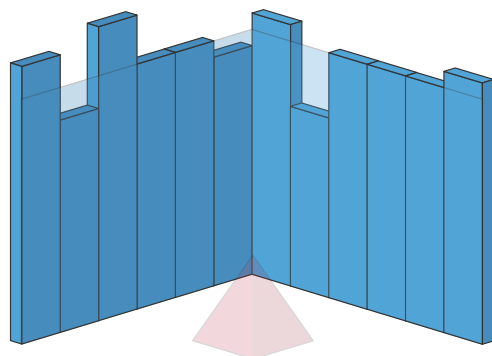
Financé par
le gouvernement
des États-Unis.



Funded by
the European Union

Le programme ENACT est financé par
l'Union européenne et mis en œuvre par
l'Institut d'études de sécurité et INTERPOL,
en collaboration avec Global Initiative
Against Transnational Organized Crime.

LUXEMBOURG



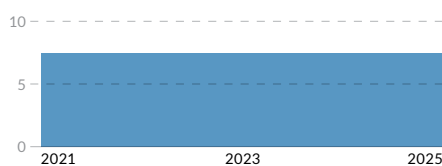
7.50_{0.00}

SCORE DE RÉSILIENCE

15^e sur 193 pays ▼2

11^e sur 44 pays européens ▼1

5^e sur 11 pays d'Europe de l'Ouest ▼1



LEADERSHIP POLITIQUE ET GOUVERNANCE	8.50	▲0.50
TRANSPARENCE ET RESPONSABILITÉ DES GOUVERNEMENTS	6.50	0.00
COOPÉRATION INTERNATIONALE	7.50	0.00
POLITIQUES ET LÉGISLATIONS NATIONALES	7.50	0.00
SYSTÈME JUDICIAIRE ET DÉTENTION	7.00	▼0.50
FORCES DE L' ORDRE	8.00	0.00
INTÉGRITÉ TERRITORIALE	5.50	0.00
LUTTE CONTRE LE BLANCHIMENT D' ARGENT	7.50	0.00
CAPACITÉ DE RÉGLEMENTATION ÉCONOMIQUE	7.50	0.00
SOUTIEN AUX VICTIMES ET AUX TÉMOINS	8.00	0.00
PRÉVENTION		▲0.50
ACTEURS NON ÉTATIQUES		0.00
		▼0.50
		0.00



Financé par
le gouvernement
des États-Unis.



Funded by
the European Union

Le programme ENACT est financé par
l'Union européenne et mis en œuvre par
l'Institut d'études de sécurité et INTERPOL,
en collaboration avec Global Initiative
Against Transnational Organized Crime.

CRIMINALITÉ

MARCHÉS CRIMINELS

PERSONNES

Le Luxembourg est une destination et, dans une moindre mesure, un pays de transit pour la traite des personnes. Le marché illicite concerne principalement des victimes originaires d'Europe, d'Afrique, d'Asie et d'Amérique du Sud, qui sont exploitées à des fins sexuelles et de travail forcé. Les victimes se trouvent dans des secteurs tels que le travail du sexe, la restauration, la construction et le travail domestique. Des rapports indiquent que des enfants issus de communautés roms sont transportés depuis les pays voisins et contraints à mendier, tandis que les travailleurs étrangers sont fréquemment soumis à l'exploitation par le travail. Les ressortissants chinois, népalais, pakistanais et sud-américains, ainsi que les personnes originaires d'Europe de l'Est et du Sud, ont été identifiés comme particulièrement vulnérables.

Le marché du trafic d'êtres humains au Luxembourg est sous-estimé, la plupart des informations disponibles étant liées à la traite des personnes. Si les cas de trafic restent largement méconnus, des situations antérieures suggèrent que les réseaux de trafic facilitent la migration irrégulière vers le Luxembourg, souvent comme étape préalable à des situations de traite. Bien que le Luxembourg ne soit pas une plaque tournante majeure du trafic d'êtres humains, son intégration dans les réseaux migratoires européens plus larges le rend vulnérable à ce type d'activités criminelles.

Il n'existe aucune preuve vérifiable de l'existence d'un marché du racket d'extorsion et de chantage à la protection au Luxembourg. Cependant, le pays abrite des groupes de type mafieux, notamment des organisations italiennes, qui peuvent avoir une influence non quantifiée sur les activités criminelles.

COMMERCE

Le marché du trafic d'armes au Luxembourg reste limité, bien que le pays joue un rôle dans les mouvements régionaux d'armes à feu en raison de sa situation géographique. Les saisies transfrontalières d'armes indiquent que le Luxembourg pourrait servir de point de transit pour les armes illicites.

Les produits de contrefaçon, en particulier les vêtements, les cosmétiques et les jouets, constituent un marché illicite relativement important au Luxembourg. Les pertes financières estimées liées aux vêtements de contrefaçon à elles seules sont substantielles, auxquelles s'ajoutent celles liées aux cosmétiques et aux jouets. La demande de produits de luxe contrefaits persiste, certains points de vente illicites dans le sud du Luxembourg vendant discrètement des imitations haut

de gamme à une clientèle régulière. Des études montrent qu'un Luxembourgeois sur cinq a délibérément acheté des articles de contrefaçon.

Le commerce illicite de biens de consommation soumis à accise, en particulier le tabac et l'alcool, demeure problématique. Les droits d'accise moins élevés au Luxembourg par rapport à la France voisine créent un environnement favorable pour les contrebandiers.

Le tabac et l'alcool sont achetés en grandes quantités puis revendus avec profit en France. Bien que les saisies aient augmenté, elles portent généralement sur des volumes limités.

ENVIRONNEMENT

Il n'existe pas d'éléments probants attestant de la criminalité liée à la flore et de la criminalité liée à la faune au Luxembourg. Aucun cas de criminalité liée aux ressources non renouvelables n'a été signalé ces dernières années, ce qui indique un risque faible dans ce secteur.

DROGUES

Le Luxembourg est à la fois un pays de transit et de destination pour l'héroïne. Bien que les données relatives à la consolidation du marché restent insuffisantes, les saisies importantes sont devenues plus fréquentes. Les rapports font état de fluctuations de la disponibilité de l'héroïne au fil des ans, avec une baisse récente de la consommation qui coïncide avec une augmentation de la consommation de cocaïne. Les trafiquants étrangers sont souvent liés à ce commerce, vendant au Luxembourg tout en opérant depuis les pays voisins.

Le marché de la cocaïne au Luxembourg demeure de taille modeste mais en expansion, avec une hausse du trafic et des arrestations. Des réseaux criminels organisés ont renforcé leur présence, en particulier dans la ville de Luxembourg et dans les zones frontalières. La « Mocro Mafia », un réseau criminel violent opérant en Belgique et aux Pays-Bas, a également étendu ses activités au Luxembourg, contribuant à une augmentation de la délinquance et de la violence. Les taux de pureté de la cocaïne au Luxembourg sont généralement faibles, les adjuvants courants étant le lévamisole et la caféine.

Le cannabis reste la drogue la plus consommée au Luxembourg. Bien que le gouvernement ait légalisé la culture privée et la consommation à des fins personnelles, l'impact sur le trafic reste à déterminer, même si le commerce illicite de petite ampleur semble persister. L'intensification des opérations policières ces dernières années a conduit à de multiples saisies, et les efforts se poursuivent pour réduire la distribution illicite de cannabis.

Le marché des drogues de synthèse au Luxembourg est en pleine croissance, les forces de l'ordre faisant état de saisies à grande échelle. L'analyse des eaux usées confirme que la consommation a augmenté, tout comme le taux de saisies de drogue de synthèse par les forces de l'ordre.

CRIMINALITÉ CYBERDÉPENDANTE

La criminalité cyberdépendante est relativement fréquente au Luxembourg et touche les particuliers, les entreprises et les institutions publiques. Le piratage informatique figure parmi les infractions les plus fréquemment signalées. En 2024, une cyberattaque menée par des pirates informatiques russes a temporairement perturbé des sites web du gouvernement et d'entreprises, mettant en évidence la vulnérabilité du Luxembourg face aux menaces cybernétiques internationales.

CRIMINALITÉ FINANCIÈRE

Le Luxembourg continue d'être confronté à des menaces importantes liées à la criminalité financière, notamment la fraude, le phishing et l'évasion fiscale. Les escroqueries par phishing sont particulièrement répandues, impliquant souvent des criminels se faisant passer pour des employés de banque. Des scandales financiers majeurs ont mis au jour une mauvaise gestion systémique et des détournements de fonds au sein d'organisations caritatives. Le pays reste un centre important de pratiques financières illicites à l'échelle mondiale. Une banque luxembourgeoise a été impliquée dans le blanchiment de fonds détournés en Azerbaïdjan. Le Luxembourg figure parmi les principaux contributeurs à l'opacité financière mondiale, facilitant l'évasion fiscale et la fraude à la TVA. Une enquête menée en 2024 a révélé le système de fraude à la TVA dit « Moby Dick », impliquant des réseaux mafieux opérant dans toute l'Europe. Par ailleurs, le pays a joué un rôle central dans des systèmes d'approvisionnement frauduleux liés à des partis politiques et continue d'attirer des opérations d'investissement illicites.

ACTEURS DE LA CRIMINALITÉ

Il n'existe pas d'éléments probants attestant de l'existence de groupes de type mafieux exerçant un contrôle territorial au Luxembourg. Des réseaux criminels locaux opèrent de manière informelle, mais ont un certain impact, notamment dans le trafic de drogue, en coopération avec des groupes étrangers. Le rôle du pays comme point de transit pour les stupéfiants provenant des Pays-Bas et de Belgique à destination de l'Europe du Sud alimente ces activités illicites. Toutefois, les groupes criminels locaux mènent leurs activités de manière moins structurée. En l'absence de collaboration avec des réseaux transnationaux, les acteurs locaux opèrent principalement sur les marchés de la traite des personnes et du travail forcé.

Il n'existe aucune preuve avérée de la participation d'acteurs intégrés à l'État à la criminalité organisée au Luxembourg, bien que le risque de corruption lié à l'opacité financière soit préoccupant.

Des acteurs de la criminalité étrangers, en particulier les groupes mafieux transnationaux, maintiennent une présence au Luxembourg, principalement dans le trafic de drogue et trafic d'armes. La 'Ndrangheta italienne a été impliquée dans de nombreuses affaires, notamment en lien avec le blanchiment de produits criminels via les infrastructures financières luxembourgeoises. Plusieurs membres de la 'Ndrangheta ont été arrêtés au Luxembourg ces dernières années, et des enquêtes d'investigation telles que les révélations d'OpenLux ont mis en lumière l'ampleur des opérations financières du groupe dans le pays. Les groupes criminels organisés albanophones ainsi que la « Mocro Mafia » jouent également un rôle, notamment dans la distribution de stupéfiants. Ces groupes opèrent dans les centres urbains et les régions frontalières, le quartier de la Gare et la frontière sud étant identifiés comme des points sensibles pour les activités illicites. En outre, les groupes criminels organisés de Belgique et des Pays-Bas ont renforcé leur présence au Luxembourg, profitant de sa position au sein des grandes routes européennes du trafic de drogue. Des groupes originaires d'Afrique de l'Ouest et du Nord auraient renforcé leur emprise sur le trafic de drogue, contrôlant une part considérable du marché local. Ces réseaux s'étendent au-delà des activités liées à la drogue pour inclure la traite des personnes et le commerce illicite de produits du tabac. De plus, le statut du Luxembourg en tant que centre financier mondial a permis à de puissants réseaux criminels internationaux de s'implanter dans son économie. Diverses organisations criminelles étrangères ont établi des liens avec le Luxembourg, principalement pour exploiter le secteur financier du pays à des fins de blanchiment d'argent.

Les secteurs financier et économique luxembourgeois offrent des possibilités d'activités financières illicites, en particulier en matière de planification fiscale agressive et de blanchiment d'argent. Le secteur alimentaire, l'industrie pharmaceutique et les services financiers ont été identifiés comme des domaines dans lesquels des transferts de bénéfices ont lieu. Si la planification fiscale n'est pas illégale en soi, le cadre juridique luxembourgeois a permis aux multinationales de transférer leurs bénéfices et de minimiser leurs obligations fiscales. En outre, le Groupe d'action financière (GAFI) a déjà souligné les risques de blanchiment de capitaux dans le pays en raison de la facilitation par des consultants privés, de faiblesses dans les organes de surveillance et d'une vulnérabilité générale en matière de mécanismes de contrôle financier.

RÉSILIENCE

LEADERSHIP ET GOUVERNANCE

Le gouvernement luxembourgeois a fait preuve d'un engagement et d'une approche proactive dans la lutte contre le crime organisé, en particulier dans le domaine du trafic de drogue, notamment par le biais de collaborations transnationales visant à démanteler des réseaux criminels organisés. En outre, le gouvernement a mis en place des stratégies préventives et répressives coordonnées entre différents ministères. La confiance du public dans les institutions gouvernementales reste relativement élevée, la gouvernance démocratique et la fiabilité institutionnelle étant largement considérées comme solides. Cependant, certains experts estiment que la prise de conscience publique quant à l'intégration croissante des activités criminelles dans l'économie légale reste limitée au Luxembourg, comme dans d'autres pays occidentaux.

Malgré des efforts pour renforcer la transparence, le Luxembourg a été critiqué pour son manque de législation anticorruption et la faiblesse de ses mécanismes de transparence. Le pays a également fait l'objet de critiques concernant l'absence de périodes de carence pour les responsables publics, ainsi que l'absence de dispositions solides en matière d'accès à l'information. La petite taille du Luxembourg a été identifiée comme un facteur compliquant la transparence, car les relations étroites entre les pouvoirs politique, administratif et judiciaire peuvent entraver la séparation des pouvoirs. Bien que le Luxembourg ait mis en place des initiatives telles qu'un registre de transparence et une plateforme de données ouvertes, des doutes ont été exprimés quant à l'efficacité et à l'accessibilité de ces mesures. Si le gouvernement a pris des mesures pour améliorer la transparence, notamment en réexaminant la réglementation régissant l'accès à l'information, leur impact global est sujet à débat.

Au niveau international, le Luxembourg a démontré sa conformité aux normes mondiales en matière de criminalité organisée par sa participation active à des opérations et à des traités internationaux. L'opération « Hazeldonk », soutenue par le traité de police du Benelux, illustre la coopération transfrontalière du pays dans la lutte contre le trafic de drogue, le blanchiment d'argent et le trafic d'armes. Le Bureau central national Interpol du Luxembourg joue un rôle actif dans l'application internationale de la loi, en particulier dans les opérations de recherche de fugitifs et le partage d'informations. Le Luxembourg a également procédé à d'importantes saisies d'avoirs dans le cadre d'initiatives internationales, confisquant des sommes considérables liées au crime organisé. Toutefois, les experts estiment que le Luxembourg pourrait faire beaucoup plus pour lutter contre la criminalité financière, en particulier en matière de blanchiment de capitaux et d'évasion fiscale.

Le Luxembourg a adopté plusieurs lois relatives à la traite des personnes, le blanchiment de capitaux et la criminalité cyberdépendante. Le cadre législatif du pays est conforme aux normes internationales et incrimine la traite à des fins d'exploitation par le travail et à des fins sexuelles, assortie de peines significatives. Cependant, le Groupe d'experts sur la lutte contre la traite des êtres humains (GRETA) a exprimé des préoccupations concernant la définition de la traite au Luxembourg, qui considère la contrainte, la fraude ou la coercition comme des circonstances aggravantes plutôt que des éléments constitutifs de l'infraction, ce qui pourrait nuire à la coopération internationale en matière de poursuites judiciaires. En outre, le Luxembourg a récemment légalisé le cannabis à usage personnel, s'alignant ainsi sur les tendances européennes plus larges en matière de politique antidrogue. Enfin, le Luxembourg a mis en œuvre, parallèlement à d'autres pays de l'Union européenne, des mesures visant à restreindre la possession privée d'animaux exotiques.

JUSTICE PÉNALE ET SÉCURITÉ

Le système judiciaire luxembourgeois comprend des unités spécialisées dans la criminalité organisée, telles que la Section de la criminalité organisée, qui traite les affaires liées aux vols à main armée, aux infractions liées à la drogue et à la traite des personnes. Le cadre juridique prévoit des sanctions sévères pour les infractions liées à la traite, avec des peines plus lourdes pour les crimes impliquant des mineurs. Toutefois, des pratiques de condamnation jugées clémentes et l'insuffisance dans l'application des lois, notamment en matière de criminalité financière, suscitent des préoccupations. La capacité judiciaire reste limitée, des sous-effectifs étant signalés dans certaines unités d'enquête clés. La Police judiciaire, chargée d'enquêter sur la traite des êtres humains, serait en sous-effectif, ce qui a donné lieu à des propositions visant à recruter davantage de personnel. Néanmoins, le système judiciaire luxembourgeois reste globalement efficace dans la poursuite des affaires de criminalité organisée. Le système pénitentiaire luxembourgeois est placé sous le contrôle de l'État, garantissant le respect des normes internationales en matière de détention. Le gouvernement assure aux détenus l'accès aux soins de santé, à l'éducation et à des possibilités d'emploi. Des mécanismes de contrôle, tels que la surveillance externe des établissements pénitentiaires par l'Ombudsman, renforcent l'engagement du pays à maintenir des conditions de détention humaines.

Les autorités luxembourgeoises chargées de l'application de la loi ont mis en place des unités spécialisées dans la lutte contre le crime organisé. La Direction centrale « police judiciaire » et le Service des enquêtes criminelles se concentrent sur la criminalité cyberdépendante, le trafic de drogue, les infractions économiques et la lutte contre le terrorisme. De plus, des unités spécialisées au sein de la police traitent

les affaires de traite des personnes. Les forces de l'ordre du pays participent activement au partage international de renseignements et à des missions de maintien de la paix.

Au Luxembourg, la libre circulation des personnes et des marchandises facilite les échanges commerciaux, mais crée également des vulnérabilités face à la traite et au crime organisé. La récente mise en œuvre du traité de police du Benelux renforce la coopération transfrontalière, permettant un suivi et des interventions plus efficaces. La position du Luxembourg au sein du corridor « banane bleue » – un arc de forte urbanisation s'étendant de Liverpool à Milan en passant par Londres, les États du Benelux et la Ruhr – accroît son exposition aux flux de trafic illicite, en particulier dans les zones proches des frontières française et belge. Cependant, le renforcement de la coordination transfrontalière a amélioré la capacité du Luxembourg à relever ces défis.

ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE ET FINANCIER

Le Luxembourg a mis en place un cadre solide de lutte contre le blanchiment de capitaux (AML) et le financement du terrorisme, sous la supervision de la Direction de la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme au sein du ministère de la Justice. Le pays participe aux initiatives du GAFI et est reconnu pour ses solides capacités en matière de renseignement financier. Toutefois, certains experts estiment que le secteur financier luxembourgeois reste fortement exposé aux risques de blanchiment d'argent en raison de la position dominante de son secteur bancaire. Bien que les réformes récentes visent à renforcer les dispositifs de lutte contre le blanchiment d'argent, des faiblesses subsistent en matière de recouvrement des avoirs et de supervision réglementaire des entités non financières. La Cellule de renseignement financier du Luxembourg produit des rapports d'analyse de haute qualité, mais fait face à des contraintes de ressources. Le GAFI a recommandé un renforcement des effectifs et des mécanismes d'application plus robustes afin de lutter contre la criminalité financière croissante. En outre, en 2024, l'autorité de régulation financière luxembourgeoise s'est engagée à renforcer les mesures de lutte contre la corruption conformément aux prochaines directives européennes. Si le Luxembourg a progressé dans le renforcement de son cadre de lutte contre le blanchiment d'argent, des réformes supplémentaires sont nécessaires pour remédier aux vulnérabilités en matière de répression de la criminalité financière.

Le Luxembourg constitue un centre mondial de premier plan dans le domaine de la gestion de fortune, avec un environnement réglementaire favorable qui soutient les activités d'investissement. Le pays occupe une place élevée dans les indices de liberté économique, ce qui reflète la stabilité et la transparence de son secteur financier. Cependant, les politiques fiscales du Luxembourg ont été signalées comme facilitant une planification fiscale agressive, les multinationales utilisant des filiales basées au Luxembourg pour réduire leurs

obligations fiscales. Cela dit, le Luxembourg ne figure pas sur la liste noire des paradis fiscaux de l'UE, et le gouvernement continue de mettre en œuvre des mesures visant à renforcer la surveillance financière.

SOCIÉTÉ CIVILE ET PROTECTION SOCIALE

Le Luxembourg apporte un soutien important aux victimes de la criminalité organisée, en particulier aux victimes de la traite des êtres humains. Le gouvernement finance des structures d'accueil et des services qui offrent un hébergement, un accompagnement psychologique et une assistance juridique aux victimes. Toutefois, l'accès à ces services est parfois limité en raison de contraintes opérationnelles, telles que la capacité des centres d'accueils et les heures d'ouverture des services. Les organisations de la société civile jouent un rôle essentiel dans l'accompagnement des victimes, en gérant des structures d'accueil et menant des actions de plaidoyer en leur faveur. Le gouvernement collabore avec ces organisations pour coordonner les services de prise en charge, démontrant ainsi son engagement en faveur d'une participation multipartite à la prévention de la criminalité. Toutefois, des faiblesses subsistent en matière de soutien financier aux victimes au-delà des cas de traite des êtres humains. En outre, des rapports de police ont fait état de préoccupations concernant le niveau de protection des mineurs et des jeunes adultes touchés par la criminalité.

Le Luxembourg a élaboré des stratégies nationales de prévention pour lutter contre la criminalité organisée, en mettant l'accent sur la traite des personnes. Le comité interministériel chargé de la traite supervise les efforts de lutte contre la traite, en mettant en œuvre un plan d'action national (PAN). Cependant, le PAN a été critiqué pour l'absence de calendriers précis et d'allocations budgétaires clairement définies. Le gouvernement a pris des mesures pour améliorer les mécanismes d'application, notamment en augmentant le taux d'inspections du travail et en renforçant les procédures d'identification des victimes. Des campagnes de sensibilisation et des initiatives sur les réseaux sociaux contribuent également aux efforts de prévention de la criminalité. Le Luxembourg a mis en place un cadre solide de prévention de la criminalité financière et se conforme largement aux normes internationales. Les réformes mises en œuvre à la suite du scandale LuxLeaks et sous la pression extérieure ont renforcé la transparence fiscale. La Commission de surveillance du secteur financier supervise les institutions financières et veille à la détection des fraudes et des violations de la réglementation. Cependant, la prévention de la criminalité financière reste difficile en raison de l'opacité financière persistante.

Les acteurs non étatiques, notamment les organisations de la société civile et les médias, jouent un rôle actif dans la lutte contre la criminalité organisée. Le gouvernement alloue des financements importants aux ONG qui fournissent des services aux victimes et mènent des campagnes de sensibilisation. Le Luxembourg occupe une place élevée dans les indices de

liberté de la presse et offre un environnement favorable au journalisme d'investigation. Toutefois, les liens étroits entre les journalistes et les entités politiques ou économiques peuvent limiter l'indépendance éditoriale totale et entière.

Ce résumé a été financé en partie par une subvention du Département d'État des États-Unis. Les opinions, constatations et conclusions énoncées dans le présent document sont celles des auteurs et ne reflètent pas nécessairement celles du Département d'État des États-Unis.